



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

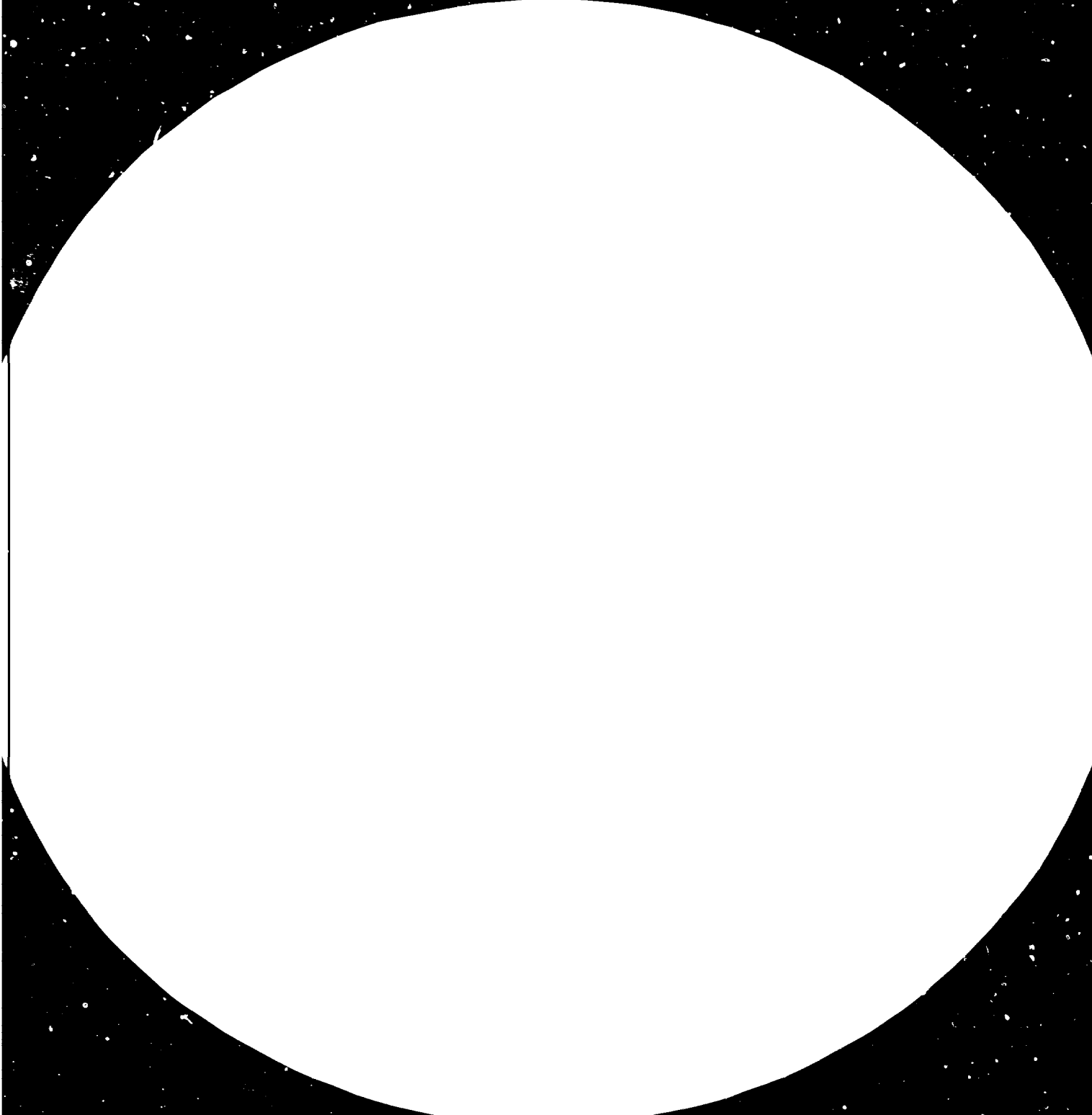
FAIR USE POLICY

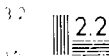
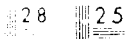
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





Resolution Test Chart
1.0 1.1 1.25 1.4 1.6 1.8 2.0 2.2 2.5 2.8 3.2

10446 - F

LIVRE
UNIDO/PC.2
15 décembre 1980
FRANÇAIS
Original: ANGLAIS



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

REUNION DE SOLIDARITE
DES MINISTRES
DE L'INDUSTRIE
EN VUE DE COOPERER
AU DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL
DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE
DU BANGLADESH

Dacca (Bangladesh), 2-5 décembre 1980

RAPPORT

006.00

Notes explicatives

Sauf indication contraire, le terme «dollar» (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

Le présent document comporte les abréviations techniques suivantes:

ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FIDE	Fonds iraquien pour le développement extérieur
MECON	Organisation de consultants en industries métallurgiques
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

TABLE DES MATIERES

Chapitre	Page
INTRODUCTION	4
I. ORGANISATION DE LA REUNION	5
II. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU BANGLADESH AUX TERMES DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL	8
III. DECLARATIONS DES CHEFS DES DELEGATIONS	10
IV. ENTRETIENS BILATERAUX SUR DES PROPOSITIONS DE PROJETS	16
V. CONCLUSIONS	37
Annexe. Liste des participants	39

INTRODUCTION

La Réunion de solidarité des ministres de l'industrie en vue de coopérer au développement industriel de la République populaire du Bangladesh, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en collaboration avec le Gouvernement du Bangladesh, c'est tenue à Dacca du 2 au 5 décembre 1980.

C'était la quatrième de la série des réunions de solidarité pour le développement industriel que l'ONUDI organise depuis 1979 en collaboration avec le Gouvernement du pays intéressé. Son principal but était de rechercher les modalités selon lesquelles les pays participants pourraient collaborer au développement du Bangladesh. Plusieurs possibilités de coopération ont été reconnues en l'occurrence. Les participants ont examiné à fond les besoins du Bangladesh qu'une coopération bilatérale ou multilatérale permettrait de satisfaire dans le cadre d'une coopération économique et technique entre pays en développement. A cette fin, ils ont proposé des modalités de coopération entre le pays hôte et les pays en développement.

I. ORGANISATION DE LA REUNION

Les représentants des pays dont les noms suivent participaient à la réunion: Algérie, Bangladesh, Chine, Corée (République de), Emirats arabes unis, Inde, Indonésie, Iraq, Kenya, Malaisie, Pakistan, Pérou, Philippines, Roumanie, Sri Lanka, Turquie et Yougoslavie.

Les organismes des Nations Unies dont les noms suivent étaient représentés: ONUDI, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Un représentant du Fonds saoudite pour le développement assistait à la réunion en qualité d'observateur. On trouvera en annexe la liste des participants.

Discours d'ouverture

Dans son discours d'ouverture, M. Ziaur Pahman, Président du Bangladesh, a remercié les délégués d'avoir bien voulu se réunir à Dacca pour encourager la solidarité et la collaboration entre pays en développement.

Les dates retenues pour la réunion étaient particulièrement bien choisies puisque le deuxième plan quinquennal venait de démarrer. Avec une population de 90 millions d'habitants dont 80 pour cent sont tributaires d'une agriculture aux ressources limitées, le Bangladesh se trouve placé devant un grand problème. Le deuxième plan quinquennal s'est fixé comme objectif 17 milliards de dollars d'investissements sur une période de cinq ans, chiffre qui peut paraître ambitieux mais qui ne correspondrait qu'à un taux de croissance global de 7,2 pour cent et, pour l'industrie, à un taux de croissance de 8,6 pour cent. Les ressources en gaz naturel, en calcaire, en charbon et en roches dures, en produits agricoles tels que le jute, la canne à sucre, les fruits et les légumes, le bambou, les conifères, les résidus agricoles et les tiges de jute, la paille de riz et de blé ainsi que les mélasses font d'excellentes matières premières qui peuvent être retraitées pour l'usage domestique et les marchés d'exportation. Le Bangladesh est pleinement conscient que sa balance des paiements n'accusera pas d'amélioration marquée s'il ne devient pas moins tributaire des exportations de produits primaires et si sa part de produits manufacturés n'augmente pas rapidement.

M. Ziaur Rahman a exprimé l'espoir que les participants à la réunion proposeraient des moyens d'assurer une coopération plus durable entre pays en développement et a souhaité que la réunion connaisse un plein succès.

Le Directeur exécutif de l'ONUDI, M. Abd-El-Rahman Khane a rappelé la Déclaration et le plan d'action de New-Delhi¹ qui a retenu l'attention du monde entier car elle soulignait la longue lutte que mènent les pays en développement pour établir des rapports équitables entre tous les pays. Depuis plus de trente ans que les pays en développement ont commencé à accéder à l'indépendance, un long chemin a été parcouru. Malgré quelques échecs, ces années ont donné naissance à une ère nouvelle. Certes les pays en développement connaissent toujours une situation difficile mais ils prennent de plus en plus conscience qu'ils doivent travailler la main dans la main, dans une volonté d'autonomie collective.

Il s'est déclaré convaincu que cet esprit de solidarité serait encore renforcé à la pensée que ces pays ont de nombreuses possibilités de s'entraider, même aux tout débuts de leur développement. Que des pays en développement très éloignés les uns des autres soient représentés à la Réunion est un signe impressionnant de la détermination du tiers-monde à mener une bataille commune pour gagner un avenir commun. Il s'est déclaré convaincu que la Réunion servirait d'inspiration aux pays en développement et les aiderait à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent pour assurer le bien être de leurs populations.

M. Jamal Uddin Ahmad, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'industrie du Gouvernement du Bangladesh a fait un tour d'horizon des progrès accomplis par son pays. Si la contribution du secteur industriel au produit national brut n'est que de 9 pour cent, le Gouvernement estime que ce secteur est un des facteurs les plus dynamiques du développement de l'économie et un instrument indispensable de la lutte contre ces fléaux qui sont la pauvreté et le chômage. La stratégie industrielle mise au point par de tâtonnements au cours des dernières années devait permettre d'utiliser au mieux les ressources très limitées du pays et d'offrir des possibilités satisfaisantes tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Au cours des trois dernières années, le Gouvernement, changeant délibérément de politique est passé à un système d'économie mixte où secteur public et secteur privé se complètent mutuellement. Un secteur public vigoureux a été créé qui joue son rôle dans l'industrialisation du pays; il a été reconnu que les technocrates du secteur public ne pouvaient remplacer intégralement le dynamisme de l'esprit d'entreprise du secteur privé, un secteur privé actif étant indispensable à l'accélération du développement industriel. C'est dans cet esprit que le Gouvernement a établi son deuxième plan quinquennal. Le secteur industriel, secteur public et secteur privé combinés, a bénéficié de 3 milliards sur un total de 17 milliards de dollars prévus dans le plan. Des impératifs budgétaires ont

¹ Déclaration et Plan d'action de New Delhi concernant l'industrialisation des pays en développement et la coopération internationale en vue du développement industriel de ces pays (PI/72).

contraint le Gouvernement à réduire les crédits alloués au secteur industriel dans le deuxième plan quinquennal. Le programme proposé de projets qui reposent sur les ressources naturelles du Bangladesh est capable de susciter des améliorations dans tous les secteurs de l'économie et aiderait à faire disparaître le déficit chronique de la balance des paiements.

La réunion pourrait envisager des moyens de partager les connaissances techniques, ce qui faciliterait le transfert continu de techniques appropriées entre pays en développement.

M. Ghulam Hassan Khan, Ministre fédéral de la production industrielle du Pakistan, au nom des délégués, a remercié le Président d'avoir bien voulu inaugurer la réunion.

Election du Bureau

Les participants à la réunion ont élu M. Jamal Uddin Ahmad, Vice-Premier Ministre du Bangladesh aux fonctions de Président et M. Sahap Kocatopcu, Ministre de l'industrie et de la technologie du Gouvernement de la Turquie à celles de Vice-président. M. K.K. Bhargava (Inde) a été élu Rapporteur.

Adoption de l'ordre du jour

Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant:

Ouverture de la réunion

Election du Président, du Vice-président et du Rapporteur

Adoption de l'Ordre du jour

Déclarations des chefs des délégations

Entretiens bilatéraux et entretiens de groupe sur certains projets

Divers

Adoption des conclusions et des recommandations

Le calendrier adopté a permis aux participants de se réunir entre eux et d'avoir avec le représentant du Bangladesh et avec les représentants des autres pays participants des entretiens bilatéraux auxquels assistaient des fonctionnaires de l'ONUDI.

Adoption du rapport

Les participants ont adopté le rapport à la dernière séance plénière de la réunion, le 5 décembre 1980.

II. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU BANGLADESH AUX TERMES DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

L'industrie ne représente qu'une petite fraction de l'économie nationale, mais c'est le secteur le plus dynamique et son potentiel de développement à court et à long terme est élevé. L'effet d'entraînement de l'économie se faisant sentir en amont comme en aval, son importance globale est plus importante que son apport direct au PNB. Un élargissement de la base industrielle devrait permettre de produire des excédents appréciables, de créer de nouveaux emplois et d'accéder à une économie fondée sur l'autosuffisance grâce à l'exploitation des ressources du pays.

Les principaux objectifs de la stratégie de développement industriel du Bangladesh sont: renforcer les liens entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie, notamment entre les grandes et les petites industries; amener les industries à s'écarter des zones métropolitaines et à s'établir dans les zones rurales pour y créer des emplois; encourager le développement des industries d'exportation.

Le développement industriel a un grand rôle à jouer pour le marché intérieur. Ce marché est essentiellement constitué par les zones rurales où vivent 90 pour cent des 90 millions d'habitants et qui offrent d'énormes possibilités au développement de l'agriculture. Vu le potentiel de croissance de ce secteur et des liens dynamiques qu'il a avec le secteur industriel, le deuxième plan quinquennal accorde une priorité absolue au développement de l'agriculture, pierre angulaire du développement industriel. La stratégie industrielle consiste à encourager en priorité les industries dérivées de l'agriculture.

L'expansion du secteur agricole permettra aux produits de consommation de trouver plus rapidement des débouchés dans les régions rurales où il existe une main d'œuvre bon marché et un grand nombre d'artisans. De nombreuses industries pourraient donc être implantées dans ces régions à condition qu'elles reçoivent une part équitable de l'infrastructure de base. C'est pourquoi le deuxième plan prévoit de développer une chaîne de centres d'expansion dans les zones rurales, surtout dans les grands bourgs. Il s'agit d'assurer une dispersion optimale des industries en sorte que, sans sacrifier les économies d'échelle ni les avantages des techniques de pointe, les industries manufacturières soient situées aussi près que possible des marchés, ce qui permettra de consacrer un maximum des revenus ruraux à des produits fabriqués localement et de porter à leur maximum le développement rural et la création d'emplois.

Un autre facteur qui exige beaucoup d'attention est le choix d'une structure industrielle efficace, notamment dans le contexte des échanges internationaux, facteur dont tous les pays en développement doivent tenir compte. Un des principes fondamentaux dans le choix

des industries doit être celui des avantages comparés qu'elles offrent. Il faut en outre veiller à mettre sur pied une structure industrielle qui empêche toute détérioration des termes de l'échange. Dans cette optique, il se peut qu'on soit amené à regrouper le secteur industriel en industries destinées surtout à approvisionner le marché intérieur et en industries orientées vers l'exportation.

Les entreprises publiques continueront de jouer un rôle important dans le développement des industries de base mais le deuxième plan quinquennal réserve au secteur privé un rôle beaucoup plus important que par le passé pour accélérer le rythme de l'industrialisation. A cette fin, de larges avantages fiscaux et autres facilités sont consentis au secteur privé qui devrait ainsi pouvoir jouer un rôle de plus en plus important dans le développement industriel du pays. Le secteur privé est encouragé à collaborer avec des investisseurs privés étrangers à la création d'industries, avec ou sans participation du Gouvernement.

Vu la pénurie locale de matières premières et l'abondance d'une main d'œuvre bon marché et de gaz industriel ainsi que la présence d'une infrastructure raisonnablement développée et de moyens d'expédition, des zones de fabrication pour l'exportation sont en cours de création pour encourager l'installation d'industries exportatrices.

Compte tenu du climat actuel qui est favorable au développement économique en général et au développement industriel en particulier il y a tout lieu de penser que le développement industriel, qui bénéficie et continuera de bénéficier du soutien du Gouvernement de diverses manières, jouera un rôle de plus en plus important dans l'économie du Bangladesh. En l'occurrence, le Gouvernement apprécie au plus haut point la collaboration technique et économique entre pays en développement.

III. DECLARATIONS DES CHEFS DES DELEGATIONS

M. Princy H. Siriwardene, Secrétaire exécutif adjoint de la CESAP a fait état du rôle du Club de la CESAP pour la coopération entre pays en développement qui a collaboré aux réunions de solidarité que l'ONUDI tient en Asie. Il a souligné que la réunion de Dacca se tenait à une époque où la situation était propice à la fourniture d'assistance et que la Division CESAP/ONUDI de l'industrie, de l'habitation et de la technique était prête à fournir toute assistance technique ou autre qui pourrait lui être demandée pour donner suite aux décisions de la réunion.

On trouvera au chapitre II du présent rapport la déclaration de M. Fasihuddin Mahtab, Ministre de la planification du Gouvernement du Bangladesh.

Le Ministre d'Etat pour l'industrie du Gouvernement de l'Inde a rappelé les puissants liens d'amitié qui unissent les populations du Bangladesh et de l'Inde ainsi que les relations économiques et techniques très étroites que les deux pays entretiennent depuis le début des années 1970. Les deux pays partagent le même héritage culturel et les mêmes aspirations. Il ne s'agit donc pas d'une réunion entre pays donateurs et bénéficiaires mais bien d'une assemblée de pays en développement décidés à partager leurs connaissances. Les possibilités d'échanges entre le Bangladesh et l'Inde dans ce domaine sont vastes. Il existe de larges possibilités de coopération technique sous forme de jumelage des établissements de recherche et de formation professionnelle, d'échanges d'expérience acquise en matière de recherche et de développement, de fourniture de moyens pédagogiques ainsi que de compétences techniques et de services de consultants. L'Inde est prête à fournir pour la période allant de 1980 à 1983 10 millions de takas au titre de l'assistance technique qui seraient consacrés essentiellement à des études de faisabilité pour des projets retenus au Bangladesh. L'Inde est prête à coopérer, aux termes d'accords bilatéraux, à la création d'entreprises industrielles. Malheureusement l'Inde, pays importateur de capitaux, souffre d'une insuffisance de moyens financiers. Il faudrait rechercher des possibilités de coopération trilatérale qui permettraient à des pays en développement ayant des capitaux excédentaires ou à des organismes internationaux de financement de fournir les ressources financières indispensables, l'Inde fournissant les biens d'équipement et le savoir faire et le Bangladesh les ressources locales.

Le Directeur général des industries des métaux de base d'Indonésie a souligné l'importance d'une coopération économique entre pays en développement qui permettrait d'atteindre les buts fixés dans la déclaration de Lima². La doctrine générale qui préside au programme de

² Déclaration et Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels.

développement de l'Indonésie cherche à parvenir à un équilibre entre le secteur manufacturier et le secteur agricole. Le Gouvernement s'efforce de pousser le secteur industriel. Il s'attache tout spécialement aux industries de liaison de manière à apporter le soutien indispensable aux petites entreprises décentralisées du secteur manufacturier. Il existe une très grande analogie dans les démarches suivies au Bangladesh et en Indonésie et les deux pays pourraient profiter d'un échange de connaissances et de compétences. Le Gouvernement de l'Indonésie est disposé à fournir une aide technique et à assurer une formation professionnelle pour certains projets inclus dans le programme que la réunion doit examiner, et notamment pour les usines d'engrais et les cimenteries pour lesquelles l'Indonésie est particulièrement bien placée.

L'Ambassadeur de Yougoslavie au Bangladesh a estimé que le programme de projets remis aux participants constituait une bonne base de discussion. La Yougoslavie qui, depuis la seconde guerre mondiale, a connu des problèmes considérables de développement national assez comparables à ceux qui se posent actuellement au Bangladesh n'en comprend que mieux les aspirations et les besoins du Bangladesh. La Yougoslavie fera tout son possible pour fournir au Bangladesh autant d'assistance que ses ressources le lui permettent. Il a exprimé l'espoir que la prochaine session du Comité mixte de coopération entre la Yougoslavie et le Bangladesh serait extrêmement fructueuse et parviendrait à des conclusions concrètes en matière d'échange de matériel et de connaissances techniques ainsi que de formation de cadres techniques et administratifs.

Le Ministre de l'industrie et de la technique du Gouvernement de la Turquie a rappelé l'expérience industrielle de son pays depuis 1930. Il a déclaré que la Turquie était prête à partager son expérience avec d'autres pays. Au nombre des critères fondamentaux qui déterminent le choix de programmes de coopération figurent les avantages sociaux qu'ils peuvent procurer indépendamment de considérations purement commerciales, et leurs incidences à long terme pour le développement. Ces critères ont bien été observés pour la formulation du programme de projets présenté à la réunion. Certains d'entre eux portent sur des sources d'énergie de remplacement, problème devenu crucial. Vu les difficultés que connaît la Turquie pour sa balance des paiements, l'assistance qu'elle pourrait offrir consisterait en majeure partie dans la fourniture de services de consultants et de techniciens, dans l'envoi de machines etc.

Le Vice-ministre du commerce et de l'industrie de la République de Corée appuie sans réserve l'idée que les plus avancés des pays en développement fournissent une assistance aux moins avancés. Depuis 1973, la République de Corée a reçu 79 stagiaires du Bangladesh dans les domaines les plus divers. Une assistance financière modeste a été accordée en 1979. Les entreprises de la République de Corée participent de plus en plus à des opérations en association avec le Bangladesh. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont

importants. L'expérience et la compétence de la République de Corée dans le domaine industriel pourraient être mises à la disposition du Bangladesh sous diverses formes. L'expérience qu'elle a acquise avec le «Samub» ou le «nouveau mouvement communautaire» pourrait être particulièrement intéressante pour le Bangladesh.

Le Ministre fédéral des industries et de la production du Gouvernement de Pakistan a invité les pays à établir des programmes de coopération en fonction de leurs priorités nationales, ce qui leur permettrait d'utiliser à fond leurs capacités et les aiderait à parvenir à une autosuffisance nationale et collective. Le Gouvernement pakistanais a commencé à exécuter des programmes d'assistance technique en faveur d'autres pays en développement. Une coopération avec le Bangladesh a un sens tout spécial pour le Pakistan en raison des liens de fraternité et d'amitié qui unissent les deux peuples et leurs Gouvernements. Dans les domaines où il s'est acquis une compétence technique considérable et est devenu à même de fabriquer des machines, le Pakistan serait prêt à fournir des moyens de formation et à participer à des coentreprises. Il serait heureux d'accueillir des tiers capables de fournir les capitaux nécessaires. Le délégué du Pakistan a exprimé l'espoir que les entretiens bilatéraux qui auraient lieu à l'occasion de la réunion permettraient d'aboutir à un accord concret auquel la Commission économique mixte créée par les deux pays en juillet 1979 pourrait donner suite.

L'Ambassadeur de Chine au Bangladesh a souligné qu'une coopération économique et technique entre pays en développement était un élément important propre à favoriser l'autonomie collective. Depuis 1973, la Chine a participé à des programmes multilatéraux de coopération technique avec d'autres pays en développement. Elle a réservé une partie de ses chiffres indicatifs de planification du PNUD pour plusieurs projets régionaux dont la Chine tirerait des enseignements mais qui pourraient également servir à former des techniciens d'autres pays en développement. La Chine et le Bangladesh entretiennent des relations cordiales et ont conclu plusieurs accords dans les domaines des transports maritimes, de l'aviation civile, de la coopération économique et technique, des sciences et de la technologie ainsi que de la culture et du commerce. Le programme de coopération économique et technique en cours entre les deux pays sera intensifié à l'avenir. Pendant la réunion, la délégation chinoise recherchera les possibilités d'exécuter certains projets qui pourraient inclure des entreprises telles que l'extraction d'huile du son de riz.

Le chef de la délégation iraquienne a rappelé que son pays avait déjà pris une part active au développement industriel du Bangladesh et qu'il reconnaissait les éléments favorables qui existent dans le pays tels qu'abondance de main d'œuvre et de matières premières agricoles. L'Iraq a déjà offert un prêt pour la création de deux fabriques de tapis dotées de centres de formation professionnelle. Ce prêt doit également aider le Bangladesh à créer une cimenterie et à installer des canalisations pour le transport du gaz naturel.

L'Iraq continuera de fournir une assistance dans la limite des fonds déjà réservés pour le Bangladesh mais non encore dépensés ainsi que dans le cadre du Fond iraquien pour le développement.

Le Ministre adjoint de l'industrie du Kenya a noté la communauté qui existe entre les difficultés et les aspirations de son pays et celles d'autres pays en développement tels que le Pakistan. Les inéquités qui caractérisent l'ordre international, ainsi que l'a récemment souligné le rapport Brandt existent toujours et il importe que les pays du tiers monde soient solidaires. Les résultats obtenus dans les pays en développement sont variés non seulement pour l'ensemble d'un pays donné mais encore dans les divers secteurs de l'économie. Quelques uns sont en mesure de prêter des capitaux, certains autres, nouvellement industrialisés peuvent assurer des transferts technologiques. Les nombreux éléments de complémentarité qui existent actuellement entre les pays en développement leur fournissent une excellente occasion d'étendre leur coopération pour le plus grand bien de tous. Le Kenya a accumulé une expérience dont il pourrait faire bénéficier le Bangladesh dans plusieurs domaines tels que les petites entreprises de culture du thé et le développement industriel des campagnes grâce à la création de zones industrielles. Des accords de jumelage entre l'institut de Recherche et de Développement industriels du Kenya et les instituts correspondants du Bangladesh offrent de bonnes possibilités de rechercher les moyens d'utiliser les ressources nationales traditionnelles et non traditionnelles à des fins industrielles.

Le Ministre adjoint du commerce et de l'industrie de la Malaisie a réaffirmé que son pays était attaché aux principes de solidarité et d'autonomie collective et aux moyens d'y parvenir tels qu'ils sont inscrits dans la Déclaration de Lima et le Programme d'Arusha pour l'autonomie collective des pays en développement. Les stratégies d'industrialisation de la Malaisie et du Bangladesh ont plusieurs points communs. Le Bangladesh cherche à s'affranchir de sa dépendance excessive de l'agriculture par l'application d'un programme systématique de développement industriel. L'expérience de la Malaisie pourrait présenter un intérêt considérable pour le Bangladesh et celle-ci serait prête à l'en faire bénéficier moyennant des mécanismes appropriés. Le choix des projets qui figurent au programme remis aux participants est judicieux. Cependant, pour obtenir les capitaux nécessaires à ces projets, il faudrait un effort considérable de la part tant du Bangladesh que de la communauté internationale. Le Bangladesh devrait surtout faire porter son effort sur la mise en valeur de son immense potentiel de main d'œuvre. D'énormes possibilités de collaboration existent entre la Malaisie et le Bangladesh dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines. La Malaisie pourrait également offrir une assistance technique à certaines industries telles que l'industrie du caoutchouc.

Le Ministre adjoint de l'industrie des Philippines a rappelé que le Président Ferdinand E. Marcos avait fortement souligné son attachement au nouvel ordre économique international au nom du groupe des 77 à la CNUCED IV tenue à Nairobi et à la CNUCED V tenue à Manille et que son Gouvernement, conjointement avec les autres pays en développement, ne néglige rien pour progresser dans cette voie. Il a estimé que la réunion marquait une étape importante vers l'autonomie collective des pays en développement qui, à son tour, aiderait à réaliser le nouvel ordre économique international. Après avoir exposé les efforts de développement entrepris aux Philippines, il a indiqué certaines similitudes entre les problèmes et les préoccupations de son pays et ceux du Bangladesh. Parmi les préoccupations communes aux deux pays il a cité l'expansion démographique et l'emploi de la main d'œuvre, la nécessité d'être moins tributaires des importations d'énergie, de diversifier les exportations et d'équilibrer l'implantation géographique des industries. La nouvelle stratégie de développement industriel qu'a adopté le Bangladesh souligne le rôle du secteur privé, s'attache à réduire la routine administrative, considère la compétitivité des produits nationaux comme le gage de leur avenir commercial et est très semblable à celle qui a été suivie aux Philippines. Il existe ainsi de grandes possibilités de partage d'expérience pour les deux pays. Les Philippines pourraient également fournir des possibilités de formation dans les domaines les plus variés.

Le Ministre adjoint des industries et des affaires scientifiques du Sri Lanka a souligné la similitude des problèmes du Bangladesh et du Sri Lanka et des méthodes qui ont été adoptées pour leur développement. En particulier les deux pays soulignent le rôle du secteur privé. Des mesures devraient être prises pour encourager des opérations en association entre les deux pays faisant intervenir des intérêts commerciaux privés où le Sri Lanka pourrait fournir diverses possibilités de formation dans de nombreux domaines.

L'Ambassadeur d'Algérie au Bangladesh a déclaré que les autorités algériennes participaient déjà à une étude de nouvelles possibilités d'échanges économiques avec leurs homologues du Bangladesh et que des mesures avaient été prises pour les concrétiser. L'Algérie compte bien élargir sa coopération et réservera le meilleur accueil au programme d'action. L'Algérie souhaite participer à une action collective à long terme.

Le Ministre adjoint du commerce extérieur et de la coopération économique internationale de Roumanie a déclaré que la Roumanie, pays en développement, consacrait chaque année un tiers du revenu national à l'industrialisation; La Roumanie estime que la coopération économique avec d'autres pays en développement est importante. La Roumanie renforce ses relations économiques avec le Bangladesh. Les deux pays ont réalisé quelques projets en commun telle que la filature de coton de Barisal et deux autres sont en construction. La Roumanie a étudié soigneusement la liste des projets soumise à la réunion. Elle pourrait participer à la réalisation de projets tels que la cimenterie, l'usine de carbonate de sodium,

la fabrication de plaques de laine, de bois et de ciment. Pour ces projets, la Roumanie pourrait fournir le savoir faire technique, livrer le matériel et assurer la formation du personnel. Une collaboration d'autres pays a été envisagée, surtout pour le financement de ces projets.

Le Secrétaire d'Etat du Ministère de l'industrie du Pérou a fait savoir que son pays souhaitait collaborer avec le Bangladesh pour l'aider à s'industrialiser. Le degré de développement déjà atteint dans certains domaines rend une telle coopération possible. Le Pérou est en mesure de proposer une coopération dans cinq domaines industriels inscrits au programme des projets. L'expérience du Pérou dans le secteur manufacturier a fait ressortir les difficultés que soulève une reconversion de programmes de substitution aux importations à des programmes d'encouragement des exportations.

Le chef des affaires industrielles du Ministère de l'industrie et de la technologie des Emirats arabes unis a fait savoir que ces Emirats avaient pour politique d'accorder la préférence à une assistance aux pays d'Arabie, d'Asie et d'Afrique pour le financement de programmes de développement. A cette fin, les Emirats arabes unis ont créé diverses institutions, le Fonds d'Abou-Dhabi pour le développement économique arabe étant à la pointe pour la fourniture de capitaux et la réalisation de projets de développement social et économique.

En 1978 et 1979, le Fonds a honoré 19 accords représentant une valeur totale de 366 millions de dollars. Au titre de ce programme, le Bangladesh a reçu 59 600 000 dollars jusqu'à juin 1979, dont 11 000 000 à titre de don pour divers projets de développement. Le capital du Fonds ayant été porté à 1 064 000 000 de dollars, le Fonds devrait être capable de financer de nouveaux programmes de développement.

Les projets que le Gouvernement du Bangladesh propose en vue d'un financement par les Emirats arabes unis sera soumis aux autorités compétentes pour complément d'étude.

Le représentant du Fonds saoudite pour le développement a rappelé l'étroite coopération qui existe déjà entre le Bangladesh et ce Fonds qui a déjà aidé de nombreux projets. Des prêts de l'ordre de 100 millions de dollars ont été consentis pour aider au financement de deux projets comportants relatifs à une usine d'engrais et aux chemins de fer.

IV. ENTRETIENS BILATERAUX SUR DES PROPOSITIONS DE PROJETS

Des échanges de vue ont eu lieu entre les représentants du pays hôte, le Bangladesh, et les représentants de pays participants. Des fonctionnaires de l'ONUDI et de l'Organisation des Nations Unies ont participé également à ces discussions dont on trouvera ci-après un compte rendu.

Entretiens entre le Bangladesh et l'Algérie

La délégation algérienne a estimé que les accords de coopération pourraient être étendus et renforcés et a été d'accord pour que le Gouvernement du Bangladesh étudie plus à fond ses autres besoins en assistance technique. La délégation algérienne est convenue de soumettre le programme de projets aux autorités compétentes pour complément d'examen en vue d'une fourniture de capitaux et d'autres types d'assistance.

Entretiens entre le Bangladesh et la Chine

La délégation de la Chine et le représentant du Bangladesh ont passé en revue les progrès accomplis jusqu'alors pour les projets exécutés principalement au titre d'une coopération bilatérale et se sont déclarés satisfaits des progrès réalisés et des efforts faits pour que ces projets soient mis en œuvre rapidement.

Le Gouvernement chinois a décidé de réserver 100 000 dollars à prélever sur ses chiffres indicatifs de planification du troisième cycle pour financer des projets de coopération au Bangladesh. Ce montant pourrait servir à réaliser deux projets de coopération bilatérale: l'usine d'urée de Polash et la filature de Sundarban au Bangladesh et plus précisément sous les formes suivantes:

- a) Fourniture 4 vannes, 3 pompes à eau et 25 climatiseurs dont l'usine de Polash a besoin et qui doivent être importés de pays étrangers autres que la Chine pour un coût estimatif de 50 000 à 60 000 dollars.
- b) Fourniture d'une indemnité journalière de subsistance aux experts chinois qui seront envoyés au Bangladesh en 1981 pour aider à installer l'équipement et procéder aux essais de production de la fabrique de textiles de Sundarban sur les 40 000 ou 50 000 dollars restants.

Le représentant du Gouvernement du Bangladesh a remercié le Gouvernement chinois de sa nouvelle offre et donné son accord à cette proposition.

La délégation chinoise a déclaré que la contribution de la Chine au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel a servi en 1978 à une étude de faisabilité faite par des experts chinois sur la création au Bangladesh d'une usine d'extraction d'huile à partir du son de riz. L'étude a montré que le projet était réalisable. D'après les estimations, il faut environ 3 millions de ¥ (en monnaie chinoise) pour installer cette usine. Pour le financement, les autorités chinoises sont convenues d'utiliser la contribution de la Chine au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel à concurrence de 500 000 ¥ ainsi que la contribution de la Chine au Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) à concurrence de 1 800 000 ¥ (y compris sa contribution pour 1981). Le Gouvernement du Bangladesh devrait faire une demande officielle au FENU pour obtenir l'approbation de ce projet. La délégation chinoise a fait savoir qu'elle était prête à faire de nouveaux efforts pour trouver le restant des fonds nécessaires. Pour faciliter la conception de l'usine, le Bangladesh doit fournir les données nécessaires concernant les spécifications.

Le conseiller supérieur de développement industriel de l'ONUDI qui s'est déclaré favorable à ces projets a été prié de suivre la situation.

Entretiens entre le Bangladesh et l'Inde

La délégation de l'Inde et celle du Bangladesh ont abordé des domaines d'intérêt mutuel où l'Inde pourrait coopérer au développement du Bangladesh.

Coopération technique

Les propositions exposées ci-après devaient être financées sur les 10 millions de taka que le Gouvernement de l'Inde est prêt à fournir au Bangladesh, ainsi que le Ministre d'Etat pour l'industrie l'a déclaré dans son discours d'ouverture.

Etudes de faisabilité

Des projets d'études de faisabilité inclus dans le document de l'ONUDI ainsi que dans d'autres documents ont été examinés. L'Inde envisagerait en particulier d'assurer les études de faisabilité correspondant aux projets suivants:

Numéro du projet	Projet
12	Fabrique de superphosphate triple
34	Usine à pâte et à papier et imprimerie
26	Usine d'éponge de fer
10	Usine de carbonate de sodium
	Projet de fabrication de composants électroniques de base
	Complexe de travail du cuir à Bogra

Pour le projet n° 34, la délégation du Bangladesh a expliqué que le document de l'ONUDI ne mentionnait qu'une usine à pâte et à papier mais qu'après avoir reconsidéré la question, le Bangladesh aimerait que l'étude de faisabilité soit très complète et couvre l'imprimerie.

Pour le projet d'usine d'éponge de fer (n° 26), le Bangladesh envisage maintenant de créer une usine intégrée de production d'éponge de fer et d'acier d'une capacité de 800 000 tonnes. L'organisme de consultation en industries métallurgiques – Metallurgical Engineering Consultancy Organisation (MECON) de l'Inde prépare une proposition d'investissements pour ce projet et son rapport devrait être disponible pour la fin janvier 1981.

Petites industries

Les domaines de coopération ci-après ont été retenus:

- a) Etablissement d'ateliers ruraux modèles. Quatre ou cinq ateliers de démonstration et de production pourraient être créés, l'Inde fournissant le logiciel et une partie de l'équipement qui, ultérieurement, pourrait être produit au Bangladesh;
- b) Etudes techniques et plans de développement parallèles;
- c) Fourniture d'apports, notamment du matériel de démonstration et de production, y compris des charkhas améliorés et du papier fait à main.
- d) Partage, sur une base mutuellement acceptable, de l'expérience acquise dans les domaines de la recherche et du développement, notamment en bio-gaz et en énergie solaire;
- e) Formation de personnel, y compris formation en usine.

La délégation du Bangladesh a mentionné un chiffre indicatif de 3 millions de takas comme montant nécessaire à la coopération technique dans le secteur des petites industries.

Projets industriels

La délégation du Bangladesh a demandé l'assistance de l'Inde pour les projets suivants:

a) Cimenterie. Une cimenterie d'une capacité de 800 000 à 1 million de tonnes par année basée sur l'importation de calcaire de Meghalaya est envisagée. Pour une cimenterie de cette capacité un accord de rachat par l'Inde constitue un élément important. La délégation indienne a estimé que des discussions utiles sur ce projet ne pourraient avoir lieu que lorsqu'on en connaîtrait les grands paramètres et que les données requises lui seraient communiquées. Les deux délégations sont convenues de reprendre l'examen de ce projet une fois que les renseignements pertinents auront été reçus;

b) Usine d'éponge de fer et d'acier. Les deux Gouvernements étudieront ce projet afin de prendre une décision quand la proposition d'investissements de la MECON aura été reçue;

c) Sucreries. La délégation du Bangladesh a estimé que sur les quatre sucres qu'il est proposé de créer pendant la période du deuxième plan quinquennal, l'Inde pourrait aider à en établir une capable de broyer 1500 tonnes de canne à sucre par jour. Par ailleurs, la délégation du Bangladesh a fait savoir qu'elle aimerait bénéficier de la collaboration de l'Inde pour la mise en place d'une vingtaine de petites sucres capables de broyer 300 à 400 tonnes de canne à sucre par jour, qu'il est envisagé de créer dans le secteur privé pendant le deuxième plan quinquennal;

d) Distilleries. Le Bangladesh aimerait adjoindre à certaines des grandes sucres, ainsi qu'à l'ensemble de petites sucres, des distilleries; il a demandé l'assistance de l'Inde à cet égard;

e) Filatures de coton. Le Bangladesh a demandé à l'Inde de collaborer à la création de a) deux filatures du secteur public, d'une capacité de 25 000 broches chacune, et b) certaines des 28 filatures moins importantes du secteur privé, d'une capacité de 12 500 broches chacune;

f) Mini centrales hydroélectriques. La délégation du Bangladesh a demandé à l'Inde de coopérer à la réalisation de mini centrales hydroélectriques de 5 MW chacune.

Pour les projets qui précèdent, l'assistance de l'Inde pourrait prendre la forme de fourniture de biens d'équipement, de savoir faire, de services de consultants etc. Pour les projets du secteur privé, l'équipement et le savoir faire seraient vendus sous forme d'importations aux entreprises qui les achèteraient sur les ressources dont elles disposent.

La délégation du Bangladesh a toutefois précisé qu'il serait également nécessaire de fournir une assistance au secteur privé par le biais d'institutions de crédit, assistance pour laquelle le Bangladesh souhaiterait obtenir de l'Inde des crédits à des conditions de faveur. Pour les projets de grande envergure et en particulier pour ceux qui portent sur la fabrication de sucre et de textiles dans des entreprises du secteur public, projets entrepris en priorité, le Bangladesh a aussi demandé à l'Inde des crédits à court terme.

La délégation indienne a fait savoir que l'Inde était en mesure de fournir le matériel et le savoir faire pour la création de certaines de ces entreprises. Cependant, étant elle-même importatrice de capitaux, il va sans dire que l'Inde connaît des difficultés financières.

Pour certains projets, il faudrait également prévoir des modalités selon lesquelles l'Inde pourrait fournir le matériel et le savoir faire, les ressources financières étant assurées par des pays en développement à capitaux excédentaires et le Bangladesh fournissant les apports locaux.

La délégation du Bangladesh a fait savoir qu'elle étudierait les possibilités de telles associations tripartites.

Entretiens entre le Bangladesh et l'Indonésie

La délégation indonésienne comprenait huit membres représentant divers sous-secteurs de l'industrie, et notamment les industries métallurgiques et chimiques ainsi que les industries mixtes et les petites industries. Le chef de la délégation indonésienne a précisé que la coopération de l'Indonésie était limitée à de l'assistance technique, principalement à la formation en usine et à la formation de spécialistes. Si le Gouvernement indonésien est prêt à financer des projets en Indonésie, il ne peut malheureusement pas accorder des fonds à l'extérieur, ces derniers devant être obtenus moyennant l'intervention de tiers ou aux termes d'accords multilatéraux.

L'Indonésie s'est déclarée prête à participer à 22 des projets figurant au programme, ce qui représente 136 mensualités de formation et de services d'experts en Indonésie (voir tableau qui suit). La contribution estimée est de $136 \times 750\,000 \text{ Rp} = 102\,000\,000 \text{ Rp} = 163\,200$ dollars.

Le représentant du Gouvernement du Bangladesh a rappelé l'accord de coopération technique conclu le 21 novembre 1979 entre l'Indonésie et le Bangladesh. La délégation du Bangladesh a présenté ses propositions en matière de moyens de financement et de matériel pour a) la prospection de gaz naturel et son utilisation pour la production d'énergie et d'engrais; b) les cimenteries; c) des usines de traitement des ananas et des mangues; et d) la fabrication de chaussures, si possible dans le cadre de coentreprises. La délégation indonésienne a fait savoir qu'elle soumettrait ces propositions à son Gouvernement, pour examen, et qu'elle s'efforcerait d'encourager les activités de coopération avec le secteur privé de son pays (ainsi que des projets régionaux dans le cadre de l'ANASE).

La question d'une assistance de l'Indonésie sous forme d'études de faisabilité dans les quatre domaines suivants: a) industrie de la pâte à papier et du papier utilisant le jute comme matière première; b) production d'aliments pour le bétail; c) éponge de fer; et d) le filage de l'aluminium a été soulevée. Il a été décidé que les programmes de ces études seraient soumis au Gouvernement indonésien, pour examen.

Assistance technique offerte par l'Indonésie

N° du projet	Titre du projet	Type d'assistance	Nombre de personnes à former	Durée (mois)	Lieu
4	Filature de coton	Cours de formation sur la classification du coton	1	1	Bandung
5	Filature de coton	Cours de formation sur le contrôle de la qualité des filés	1	1	Bandung
12	Superphosphate triple	Formation en entreprise	1	4	Java oriental
14	Usine d'ammoniac-urée	Formation en entreprise	4	4	Sumatra sud
18	Fabrique de chaussures	Cours de formation	4	3	Jogdjakarta
19	Tannerie	Cours de formation (fabrication des chaussures et autres articles de cuir)	4	3	Jogdjakarta
21	Usine de transformation et de mise en conserve de fruits et légumes de Rajshahi	Formation sur le tas	2	2	Java occidental
22	Usine de transformation et de mise en conserve de fruits et légumes de Chittagong H.T.	Formation sur le tas	2	2	Java occidental
24	Equipement pour la pêche et la conserverie	Formation en entreprise	1	2	Java oriental
26	Complexe d'éponge de fer	Formation à la réduction directe	1	4	} Cilgon Java occidental
		Four électrique et fabrication de fillettes	1	4	
		Fabrication de fil de fer	1	4	
		Fabrication de profilés pour béton	1	4	
		Fabrication de tuyaux d'acier	1	4	

27	Fabrique de câbles et de conducteurs électriques	Formation en entreprise	1	3	Djakarta
28	Usine de filage de l'aluminium	Formation en entreprise	1	3	Djakarta
30	Cimenterie de Jaipurhat	Formation en entreprise	2	2	Java oriental
32	Projet d'extraction de calcaire à Jaipurhat	Assistance technique en cartographie et extraction (deux personnes du Bangladesh pourront être envoyées en Indonésie ou deux experts indonésiens se rendront au Bangladesh)	2	3	Java occidental Java oriental
33	Usine de cigarettes	Formation en entreprise notamment pour les bidis (petits cigares)	1	3	Java central et oriental
34	Usine à pâte et à papier	Formation en entreprise	2	3	Java oriental
		Cours de formation en technique de la cellulose	4	2	Java occidental
		Cours de formation à la pâte à papier et au papier	15	1	Java occidental
35	Usine d'aliments pour le bétail	Formation en entreprise	1	2	Lampung
37	Entrepôts frigorifiques	Formation en entreprise	1	2	Djakarta/Java central
38	Entrepôts frigorifiques	Formation en entreprise	1	2	Djakarta/Java central
39	Entrepôts frigorifiques	Formation en entreprise	1	2	Djakarta/Java central
40	Entrepôts frigorifiques	Formation en entreprise	1	2	Djakarta/Java central
41	Installation de resséchage du tabac	Formation en entreprise	1	2	Java oriental

Pour la poursuite des entretiens, il a été décidé de recourir à la filière diplomatique normale. Le cas échéant, le système des Nations Unies pourrait intervenir pour déterminer comment surmonter certains obstacles éventuels.

Entretiens entre le Bangladesh et l'Irak

La délégation du Bangladesh a exprimé le souhait de voir financés les projets suivants:

1. Extraction de calcaire
2. Hangar pour l'aéroport de Dakka
3. Prêts pour que la Banque Shilpa puisse financer des projets industriels
4. Formation de personnel du Bangladesh en gestion et en technique en Irak ou envoi au Bangladesh d'experts irakiens à cette fin
5. Financement d'autres projets inscrits au programme de la réunion.

La délégation irakienne a fait savoir à la délégation du Bangladesh en présence d'un représentant de l'ONUDI que:

a) La réponse du Fonds irakien pour le développement extérieur avait été transmise le 6 novembre 1980 à l'Ambassade du Bangladesh en Irak par le Ministère irakien des affaires étrangères, lui faisant savoir que, si le Fonds approuvait le financement d'une gazoline jusqu'à l'exploitation de thé, il n'était pas prêt à approuver le financement des projets 1 et 2 précités pour les raisons indiquées dans sa lettre du 6 novembre.

b) Le Fonds irakien pour le développement extérieur est disposé à étudier des projets susceptibles de favoriser le développement du Bangladesh tout en restant dans les limites des fonds offerts au Bangladesh et non encore dépensés. Parmi les projets industriels à réaliser au titre du programme proposé par le Bangladesh, entreraient dans cette catégorie:

Numéro du projet ³	Description	Coût estimatif (million de dollars)
4 et 5	Deux filatures de coton	10,62
1	Fabrique de tapis de jute	8,00
6 à 9	Quatre sucreries	49,60
21 et 22	Deux usines de transformation et de mise en conserve de fruits et légumes	3,34

(ou tout autre projet analogue)

³ Voir UNIDO/Ex. 118/Rev. 1.

c) Les projets 3 et 4 de la liste établie par la délégation du Bangladesh seront soumis aux autorités irakiennes pour examen;

d) Les prêts accordés au Bangladesh sont destinés uniquement à financer le secteur public et ne doivent pas servir à des coentreprises.

Entretiens entre le Bangladesh et le Kenya

La délégation du Kenya a manifesté un intérêt particulier pour une collaboration aux projets suivants:

1. Création d'une fabrique de tapis de jute
2. Manufacture de tricycles et de vélomoteurs
3. Manufacture de machines pour l'industrie du thé
4. Manufacture de cultivateurs, de tracteurs et autres instruments agricoles motorisés.

La collaboration pourrait se faire sous forme de coentreprises, de participation aux actions à la gestion et aux ventes, ainsi que d'assistance technique.

Les détails concernant l'implantation des projets, les modalités de participation, les études de pré-faisabilité seront arrêtés ultérieurement.

Entretiens entre le Bangladesh et la Malaisie

La Malaisie s'est déclarée prête à assurer divers types de formation, et notamment de chefs d'entreprise, de cadres, de superviseurs et de spécialistes dans certaines industries. Elle a fait savoir que les autorités malaisiennes étudieraient les propositions de projets de l'ONUDI afin de voir quelle assistance la Malaisie pourrait offrir. La délégation de la Malaisie a répondu à la demande particulière des représentants du Bangladesh comme suit:

Industries dérivées du caoutchouc

La délégation du Bangladesh a fait savoir que divers petits projets expérimentaux de culture et de traitement du caoutchouc avaient démontré qu'il était possible de cultiver le caoutchouc au Bangladesh. Une assistance technique était toutefois nécessaire pour améliorer les plants ainsi que pour moderniser la base technologique du traitement du caoutchouc.

La Malaisie, pour sa part, a, en ce domaine, une vaste expérience qu'elle pourrait mettre au service du Bangladesh pour développer cette industrie.

Le Bangladesh a demandé l'aide de la Malaisie dans deux domaines: a) petites plantations reposant sur le plan malaisien d'exploitation des terres (Autorité fédérale pour le développement des terres) jusqu'au stade du traitement et de la commercialisation, assurés par le pouvoir central; b) ouverture de plantations de caoutchouc par le biais de coentreprises avec le secteur public ou le secteur public de la Malaisie.

La délégation de la Malaisie a proposé d'étudier la possibilité d'assurer au personnel du Bangladesh une formation pratique et des bourses pour la plantation, le traitement et la gestion des plantations de caoutchouc à l'Institut malaisien de recherches sur le caoutchouc. La délégation de la Malaisie étudierait également les possibilités d'une aide de la FELDA pour aider les petits exploitants à transformer leurs terres en plantations de caoutchouc.

La délégation de la Malaisie s'est déclarée prête à susciter l'intérêt de compagnies qui exploitent des plantations de caoutchouc en Malaisie pour créer des coentreprises avec des partenaires du Bangladesh. Il a été décidé que les autorités de la Malaisie et du Bangladesh tiendraient l'ONUDI au courant des progrès réalisés pour tout projet de ce genre.

Batik

La délégation du Bangladesh a manifesté son intérêt à pouvoir faire former du personnel pour la conception des motifs et l'impression de batik, domaine bien développé en Malaisie. La délégation malaisienne est convenue d'étudier s'il était possible d'assurer la formation professionnelle voulue, avec formation sur le tas. Il a été demandé à l'ONUDI d'organiser un stage sur ce sujet, au cas où il semblerait justifié, le personnel de formation étant fourni par la Malaisie.

Conservation des aliments

Il a été demandé à la délégation malaisienne d'étudier les possibilités de fournir une assistance technique pour le traitement, la mise en conserve et la commercialisation, à l'échelle mondiale des produits de l'ananas et de la tomate. La délégation de la Malaisie a accepté d'étudier cette demande, notamment pour la mise en conserve de l'ananas et de la mise sur pied d'un réseau commun de vente de ces produits.

Entretiens entre le Bangladesh et le Pakistan

La délégation du Pakistan a annoncé que son pays pouvait fournir à crédit une sucrerie complète. Les conditions de crédit pourraient être fixées par négociations bilatérales. La délégation du Bangladesh a également manifesté son intérêt pour des petites sucreries. Le

Pakistan étudiera les possibilités de donner suite à cette demande.

La délégation du Pakistan a fait savoir que son pays fabriquait maintenant des machines, du sucre, du ciment, des textiles (machines de tissage et de dévidage), du beurre végétal, des articles en cuir, des machines agricoles et du matériel électrique, qui pourraient être utiles au Bangladesh. Des coentreprises avec le Bangladesh pourraient être créées sur une base bilatérale qui permettraient au Pakistan de fournir au Bangladesh le savoir faire technique, les machines, les matières premières et les produits semi-finis, une institution internationale ou un pays tiers exportateur de capitaux assurant une participation financière.

Le Pakistan pourrait coopérer avec le Bangladesh dans des domaines tels que les industries du bâtiment, les textiles, les engrais, le ciment, le cuir, le papier et les emballages, les outils et machines outils, le travail des métaux, les équipements électriques et les produits chimiques. Il pourrait également participer au traitement de produits agricoles (huiles comestibles, sucre, tabac). Il existe au Pakistan tant dans le secteur public que dans le secteur privé des entreprises capables d'aider à l'établissement et la gestion de telles industries au Bangladesh.

Le Pakistan pourrait assurer la formation nécessaire dans de nombreuses industries (textiles, mécanique, travail des métaux et cuir) et offrir des bourses à des participants du Bangladesh. Le Pakistan pourrait également fournir des services de consultants qui feraient des études de faisabilité industrielle et des rapports de projets. A ce propos, la délégation pakistanaise a évoqué les possibilités d'étroite collaboration et de coentreprises entre le Centre consultatif pour les investissements du Pakistan et le Centre consultatif pour les investissements du Bangladesh.

Entretiens entre le Bangladesh et le Pérou

La délégation péruvienne a manifesté un vif intérêt à collaborer au développement de certaines industries. Les deux délégations ont évoqué plusieurs types de collaboration (assistance technique, participation par actions ou coentreprises). Les domaines où une collaboration est possible sont les suivants:

Pâte à papier et papier

Sucreries et technique de fabrication du sucre

Mise en conserve et traitement des produits de la mer

Usine d'éponge de fer

Pâte à papier et papier

La délégation péruvienne a rappelé qu'au Pérou, le papier est fabriqué à partir de bagasse à l'aide de techniques modernes mises au point après beaucoup de recherches. Elle aimerait savoir si ces techniques sont indiquées pour les usines à pâte et à papier envisagées. Dans l'affirmative, le Pérou serait prêt à fournir une assistance, une coentreprise étant également possible. Les accords seraient à négocier avec la société nationalisée Parramonga.

Sucreries

La délégation péruvienne a manifesté son intérêt à collaborer avec le Bangladesh moyennant un transfert de techniques pour le traitement de la canne à sucre. Elle a en outre évoqué la possibilité de fournir des variétés de canne à sucre à haut rendement, résistantes aux maladies qui ont donné d'excellents résultats au Pérou. Le Ministère de l'agriculture du Gouvernement péruvien pourrait fournir les spécifications techniques des variétés à haut rendement.

Acquisition de chalutiers

La SIMA, société nationalisée fabrique des chalutiers. La délégation péruvienne aimerait connaître les spécifications des chalutiers dont le Bangladesh a besoin et qu'elle serait prête à fournir. Des crédits à long terme pourraient être consentis par accords réciproques entre les Gouvernements.

Le Pérou peut transférer les techniques de conservation du poisson. La société nationalisée PEPESCA est spécialisée dans la conserve et la congélation de poisson. Le Ministère des pêcheries pourrait fournir les renseignements pertinents.

Usine d'éponge de fer

Pour la production d'éponge de fer, le Pérou a recours à une technique qui diffère de celle que propose le Bangladesh et qui repose sur l'emploi de gaz naturel.

Pour le projet d'usine d'éponge de fer au Bangladesh, il faut du minerai de fer. Afin de diversifier les sources d'approvisionnement en minerai de fer du Bangladesh, il a été décidé d'étudier la possibilité que le Pérou fournisse le minerai, moyennant des accords à long terme, le Pérou ayant un excédent dans ce domaine.

Entretiens entre le Bangladesh et les Philippines

Les deux pays sont convenus de rechercher des moyens d'échange de connaissances, notamment en technique sucrière, en culture de la canne à sucre et en traitement des aliments. Il a été noté que les deux pays avaient besoin de connaissances sur les méthodes modernes d'emballage des produits laitiers et de mise en conserve des fruits et des légumes.

Les deux pays ont fait savoir qu'ils aimeraient obtenir une documentation et des études spécialisées faites par l'Organisation des Nations Unies sur le traitement des aliments afin d'actualiser leur connaissances en matière de techniques d'emballage. L'ONUDI doit obtenir auprès des institutions spécialisées des Nations Unies les renseignements disponibles en la matière.

La délégation des Philippines s'est déclarée prête à coopérer avec le Bangladesh pour assurer la formation voulue dans divers domaines d'intérêt commun.

Projet de sucreries

La délégation des Philippines a fait savoir qu'actuellement une partie de la capacité de production de son pays était inutilisée, ce qui donnerait au Bangladesh la possibilité d'acquérir du matériel et de bénéficier d'une assistance en technique et en gestion. Cette proposition repose sur l'hypothèse que le niveau technique des entreprises philippines réponde aux besoins du Bangladesh et permette de mettre sur pied des industries capables de créer des emplois tout en maintenant un niveau élevé de production. Il a été convenu, en conséquence, que les deux pays étudieraient plus à fond les possibilités d'un transfert de moyens de production dans ce domaine.

Industries de traitement des aliments

Les parties sont convenues de rechercher les possibilités de traiter et d'assurer la vente en commun de certains produits destinés à l'exportation vers les pays industrialisés. Elles sont également convenues de collaborer à l'emballage et à la vente de divers produits alimentaires, notamment des poissons et des fruits du Bangladesh.

Commerce

La délégation du Bangladesh a fait savoir qu'elle aimerait exporter des produits tels que crevettes, cuisses de grenouilles, peaux, jute et produits du jute ainsi que du thé vers les Philippines. La délégation des Philippines a demandé que lui soit remise une liste des articles exportables, aux fins d'examen par les autorités philippines compétentes. Il a été également

proposé que les deux pays étudient leurs potentiels respectifs d'exportations afin de stimuler les échanges bilatéraux et la coopération pour la création de coentreprises industrielles viables, et ce éventuellement dans les zones de transformation de l'un et l'autre pays. Il a été décidé qu'une collaboration dans les secteurs commercial et industriel devrait démarrer dans le cadre de l'accord de coopération économique, scientifique et technique que les deux pays devraient conclure sous peu. Les deux parties commenceraient immédiatement à se mettre en rapport pour étudier les possibilités de créer des coentreprises et de transférer des capacités de production sucrière des Philippines au Bangladesh. A ce propos, la délégation du Bangladesh est convenue de soumettre une proposition par l'intermédiaire de la Division des ressources extérieures et de fournir au Gouvernement philippin des besoins du Bangladesh.

Entretiens entre le Bangladesh et la République de Corée

La délégation de la République de Corée est convenue de rechercher des moyens d'établir des coentreprises pour des projets mentionnés ci-après, qui ont été retenus du programme proposé surtout afin d'encourager la participation d'entreprises de la République de Corée avec des entreprises privées du Bangladesh. Pour les projets qui nécessitent un financement supplémentaire, le Gouvernement coréen étudiera la possibilité d'octroi de prêts par des organismes de financement nationaux ou par des organismes de financement multilatéral avec lesquels le Gouvernement du Bangladesh se mettrait en rapport avec l'aide et l'appui de la République de Corée. La présentation de profits bancaables est apparue comme un élément essentiel pour encourager la réalisation des projets retenus. A cet égard, la délégation de la République de Corée a fait savoir qu'elle était prête à financer le coût des études nécessaires qui devraient être menées à titre prioritaire.

Assistance technique au Bangladesh

Reconnaissant l'importance de former des techniciens du Bangladesh, la délégation de la République de Corée a indiqué certains domaines de formation en 1981 portant notamment sur:

- les filatures de coton
- les fabriques de chaussures
- la pêche et le traitement des produits de la mer (y compris leur mise en conserve)
- la manufacture de cigarettes

la production de ciment

la formation professionnelle à l'utilisation des machines, y compris aménagement des ateliers, techniques, méthodes de comptabilisation des stocks et des coûts

Pour le programme de formation, la délégation de la République de Corée a demandé au Gouvernement du Bangladesh d'établir, en collaboration avec le conseiller supérieur du développement industriel à Dacca, un programme détaillé de ses besoins qui devrait être soumis pour le 31 janvier 1981 au plus tard. Il a été convenu qu'une fois arrêté sous sa forme définitive, les coûts du programme de formation à savoir frais de voyage, de subsistance et de formation seraient financées par le Gouvernement coréen. Ce programme devrait être exécuté en 1981.

Projets retenus aux fins de coopération entre le Bangladesh et la République de Corée (parmi le programme de projets de l'ONUDI – UNIDO/EX/118/Rev. 1).

Projets 4 et 5 – filatures de coton

La délégation coréenne recherchera en République de Corée un partenaire convenable susceptible de coopérer avec le Bangladesh au titre d'une participation par actions. En cas de besoin, un financement d'emprunt pourrait être demandé auprès d'institutions de financement de la République de Corée ou d'ailleurs. Ladite participation par actions pourrait prendre la forme d'une livraison de matériel et, le cas échéant, l'envoi de spécialistes en technique ou en gestion.

Projet 10 – Usine de carbonate de sodium

La délégation de la République de Corée a estimé que la capacité indiquée dans les propositions de l'ONUDI ne lui paraissait pas économiquement saine. Elle a proposé que ce projet soit réalisé au moyen d'une coentreprise avec un partenaire qualifié de la République de Corée, la production de l'usine de carbonate de sodium étant portée à 200 000 tonnes par an. A cette fin, une étude de pré faisabilité pourrait être faite avec l'assistance d'experts coréens pour déterminer les modalités financières et techniques de cette opération.

Projets 15 et 16 – distilleries

Il a été proposé de combiner ces deux projets de façon à réaliser des économies d'échelle et que l'ensemble soit réalisé en coentreprise avec une entreprise locale du Bangladesh du secteur public ou privé. La délégation de la République de Corée a fait savoir que son pays

s'intéressait à absorber la majeure partie de la production dans le cadre d'accords de rachat pour compenser les coûts des machines et du matériel. L'importance de la participation par actions serait négociée par les deux parties intéressées.

Projets 18 et 19 – fabrique de chaussures et tannerie

Il a semblé que les projets 18 et 19 bien que de nature différente pourraient se prêter à une production en coentreprise. On a fait valoir que le projet 19 pourrait être réalisé pendant la phase I du projet, pour un investissement d'environ 10 millions de dollars. Par ailleurs, d'après une première évaluation, la capacité de production envisagée serait de quelque 1 100 000 m² de cuir fini par an au lieu de la capacité indiquée dans la proposition de l'ONUDI. La totalité de la production de la phase I pourrait être exportée vers la République de Corée.

Le projet 18, qui pourrait être réalisé dans une deuxième phase, serait à envisager à long terme afin d'assurer une intégration verticale de ce secteur. Les deux parties sont convenues que la phase I du projet pourrait faire l'objet d'un examen plus approfondi, l'étude de préfaisabilité étant faite par la République de Corée.

*Projets 23 et 24 – acquisition de deux chalutiers/
équipements pour la pêche et la conserverie*

Compte tenu de l'expérience de la République de Corée dans ces domaines, les projets 23 et 24 doivent être examinés dans le cadre d'une entreprise plus vaste. Dans cette optique, la délégation de la République de Corée a recommandé la création d'un groupe de travail mixte dont la première tâche consisterait à étudier les perspectives à long terme pour le Bangladesh dans ce domaine. Il a été souligné que ce projet apporterait une contribution notable et durable au développement économique du Bangladesh.

L'Office des pêches du Gouvernement de la République de Corée participera à l'étude mixte.

Projet 27 – fabrique de câbles et de conducteurs électriques

La délégation de la République de Corée a fait savoir qu'elle s'intéressait au projet 27 et qu'elle était prête à prendre une participation par actions sous forme de livraison de machines et de matériel. Ce projet correspond à un domaine où des experts coréens en gestion, en technique et en commercialisation pourraient faciliter la mise sur pied d'une entreprise axée sur les importations. Il a été proposé de faire une étude de préfaisabilité.

Projet 37 — Entrepôts frigorifiques (4 unités)

La délégation de la République de Corée s'est déclarée prête à étudier la possibilité de fabriquer un des quatre entrepôts frigorifiques envisagés en recourant à ses propres institutions ou à d'autres organismes de financement.

Autres projets

La délégation de la République de Corée a demandé aux autorités du Bangladesh d'examiner les cinq projets dont la liste suit dans le contexte de ses objectifs globaux:

Usine de concassage de ciment d'une capacité de 1 million de tonnes par an
Fabrique de céramique
Fabrique de wagons et de rails
Fabrique de feuilles de PVC
Cale sèche pour la construction de navires

La réponse du Bangladesh à ces propositions devrait être donnée dans les six mois.

Entretiens entre le Bangladesh et la Roumanie

Dans la limite de son savoir faire technique, la Roumanie donnerait la préférence aux projets suivants:

Numéro	Titre
10	Usine de carbonate de sodium
16	Distillerie
30	Cimenterie
31	Fabrique de plaques de laine de bois et de ciment

La délégation du Bangladesh a pris note des projets retenus par la Roumanie et a fait savoir qu'elle accueillait favorablement les propositions de coopération de la Roumanie pour les projets suivants:

Fabrique de feuilles de PVC
Filatures de coton
Fabrication progressive d'éléments de forage de pétrole
Fabrication progressive de trolley-bus

La délégation roumaine a fait savoir qu'elle étudierait ces projets. Les deux délégations sont convenues d'étudier les modalités de financement de ces projets à la prochaine réunion de la Commission de coopération entre la Roumanie et le Bangladesh qui se tiendra à Dacca en février 1981.

Entretiens entre le Bangladesh et le Sri Lanka

La délégation du Sri Lanka a offert de fournir des possibilités de formation de personnel du Bangladesh dans les domaines suivants:

- Exploitation et gestion des mines
- Production de ciment
- Fabrication de pneus
- Fabrication d'articles en cuir
- Fabrication de produits en céramique
- Production d'acier et de fer.

La formation pourrait être assurée dans les établissements ci-après:

- National Institute of Business Management (NIBM)
(Institut national de gestion des affaires)
- National Engineering and Research Development Centre (NERDC)
(Centre national pour le développement de la technique et de la recherche)
- Institut de recherches scientifiques et industrielles de Ceylan (IRSIC)

La délégation du Sri Lanka a saisi cette occasion pour réexaminer un projet qui est à l'étude depuis plusieurs années. Ce projet, envisagé comme coentreprise entre le Bangladesh et le Sri Lanka doit être implanté au Sri Lanka.

La fourniture par le Bangladesh de jute brut, de matériel approprié, de techniques et de savoir faire est également à l'étude. La production (sacs de jute) serait destinée à la consommation locale.

La délégation du Sri Lanka a fait savoir qu'à son retour dans son pays elle continuerait à examiner la possibilité de donner suite à ce projet de coentreprise et qu'elle ferait connaître sa réponse au Bangladesh dans les quatre semaines. Elle tiendra également l'ONUDI au courant des décisions prises pour en faciliter la réalisation.

Entretiens entre le Bangladesh et la Turquie

La délégation turque a fait savoir qu'elle était prête à fournir une assistance technique au Bangladesh sous forme notamment des services de consultants et de techniciens et d'études de faisabilité des projets qui figurent au programme de projets remis aux participants.

La délégation du Bangladesh a demandé si la Turquie pourrait se charger des études de faisabilité relatives à l'usine de carbonate de sodium, l'usine de filage de l'aluminium et la cimenterie de Jaipurhat. La délégation turque a donné son accord à cette proposition.

La délégation turque est également convenue de mettre au point des programmes pour familiariser les participants du Bangladesh avec les recherches et les réalisations en cours dans l'industrie sucrière en Turquie, ainsi qu'il lui a été demandé.

La délégation turque a invité le Bangladesh à participer à des programmes de formation en entreprise organisés chaque année avec l'UNIDO pour les cimenteries, les sucreries et les petites fonderies. Outre ces programmes, les autorités turques seraient également prêtes à organiser des stages de formation dans les industries du cuir et des textiles.

En raison des difficultés que la Turquie connaît sur le marché des devises, la délégation turque a précisé que son pays ne pourrait accorder ni prêts ni dons mais qu'elle fournirait les renseignements nécessaires et inciterait le secteur privé à participer à des coentreprises et à des projets nécessitant une participation par actions.

Pour ce qui est des programmes de formation et des voyages d'études, la délégation turque s'est déclarée prête à collaborer avec le Bangladesh dans les domaines ci-dessus mentionnés, sous réserve que les devises nécessaires soient fournies par des institutions des Nations Unies. La délégation turque a ajouté que le Gouvernement turc était prêt à financer les frais de déplacement à l'intérieur de la Turquie, ainsi que le logement et les indemnités de subsistance permettant de défrayer les participants du Bangladesh de leurs dépenses locales.

La Turquie a demandé que le financement extérieur des études de faisabilité soit à la charge des institutions des Nations Unies mais la Turquie est prête à financer toutes les dépenses et redevances locales qu'impliquent ces activités.

En réponse à ces propositions, la délégation du Bangladesh a décidé de les examiner et de prendre les mesures nécessaires, dont elle informera l'ONUDI.

Entretiens entre le Bangladesh et les Emirats arabes unis

La délégation des Emirats arabes unis a expliqué sa politique en matière de financement de projets dans les pays en développement et a demandé à la délégation du Bangladesh de lui

remettre une liste des projets prioritaires pour lesquels des études de faisabilité ont été entreprises afin qu'elle puisse soumettre ces projets à l'examen de son Gouvernement. Si la faisabilité de ces projets est démontrée, les Emirats arabes unis coopéreraient au financement de projets importants pour le développement de l'économie du Bangladesh. La délégation du Bangladesh a proposé aux Emirats arabes unis de financer les projets suivants:

1. Projet d'extraction de calcaire à Jaipurhat. Montant demandé: 30 millions de dollars sur un coût total de 110 millions de dollars en devises.
2. Mine de charbon de Jamalganj. Coût en devises: 250 millions de dollars. Montant demandé: 20 millions de dollars.
3. Complexe de hangars de Biman. Montant demandé: 20 millions de dollars sur un coût total de 20 millions de dollars.
4. Usine à pâte et à papier coûtant en devises 60 millions de dollars et utilisant des coupes et des tiges de jute.
5. Usine de superphosphate triple coûtant en devises 40 millions de dollars et utilisant des matières premières importées (par exemple de la Jordanie et du Maroc).
6. Création d'une coentreprise d'investissements pour financer des projets du secteur privé au Bangladesh soit par prêts soit par prise de participation à des actions.

La délégation des Emirats arabes unis est convenue de soumettre ces propositions à son Gouvernement, aux fins d'examen.

Entretiens entre le Bangladesh et la Yougoslavie

Les projets pour lesquels la Yougoslavie s'est déclarée prête à coopérer et à fournir une assistance sont:

1. L'usine de traitement des mangues de Rajshahi (étude de faisabilité déjà faite par la Yougoslavie).
2. L'usine de traitement de l'ananas (étude de faisabilité déjà faite par la Yougoslavie).
3. Les abattoirs à Dacca (matériel fourni en partie par la Yougoslavie).
4. La cale de construction navale de Chittagong (la Yougoslavie a déjà fourni une partie du matériel).
5. La technique de la tannerie et une aide technique pour le traitement des peaux (la Yougoslavie a déjà fait une étude de faisabilité et détaché un expert qui a travaillé à Chittagong, Khulna et Dacca pendant un an et un autre expert qui a travaillé à Chittagong et Khulna pendant un mois).

6. Ensilage (La Yougoslavie a fait l'étude de faisabilité). Les deux pays pourraient s'associer par l'intermédiaire de leurs entreprises respectives pour pénétrer des marchés tiers et obtenir des adjudications pour certains projets financés par des tiers. De nombreux entrepreneurs du Bangladesh et des entreprises yougoslaves ont déjà travaillé en commun dans la Jamahiriya arabe de Lybie. Ce genre de collaboration est devenu permanent.

Les deux parties sont convenues que les accords en vue d'une coopération étroite entre la Yougoslavie et le Bangladesh seraient discutés à la prochaine réunion de la Commission mixte de Yougoslavie et du Bangladesh au cours du premier trimestre 1981.

V. CONCLUSIONS

Les participants à la réunion ont estimé que les mesures d'encouragement de la solidarité entre les pays en développement et de renforcement de leur autonomie collective ont acquis une importance nouvelle et vont dans le sens de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il se sont déclarés convaincus que les possibilités de coopération entre les pays en développement sont immenses et qu'elles ne feront qu'augmenter à l'avenir. L'exploitation de ces possibilités doit être un des éléments clés de la stratégie des pays en développement.

Les participants ont réaffirmé que les Réunions de solidarité dont l'ONUDI a pris l'initiative en 1979 représentaient une formule pragmatique qui doit permettre de donner corps à la volonté des pays en développement de forger entre eux des liens de solidarité. En effet, il ne s'agit pas de réunions où les participants sont, les uns donateurs, les autres bénéficiaires, mais bien de l'expression de la nécessité d'élaborer des programmes et des projets présentant un intérêt commun pour les pays participants.

Les participants ont demandé que soit consigné dans le rapport combien ils apprécient le rôle du secrétariat de l'ONUDI dans le lancement de cette idée et dans sa concrétisation. Les Réunions de solidarité donnent aux pays qui y prennent part la possibilité d'étudier les projets proposés, de trouver les moyens de procéder à leur réalisation tout en permettant de suivre la suite donnée aux décisions prises.

Il est à prévoir que cette réunion marquera le début de nombreux programmes de coopération entre pays, qui aideront le Bangladesh à développer son industrie et constitueront en outre une étape concrète dans le renforcement de la solidarité et de l'autonomie collective du tiers monde.

Les participants à la réunion ont souligné que les projets figurant au programme étaient en pleine conformité avec les perspectives de développement du Bangladesh telles qu'elles ressortent de son deuxième plan quinquennal.

Les participants ont estimé que l'expérience en matière de développement des pays qui assistaient à la réunion pourrait être très intéressante et très précieuse pour le Bangladesh et ont fait savoir que leurs pays étaient prêts à faire bénéficier le Bangladesh de leur expérience, soit par l'envoi d'experts, soit par d'autres formules appropriées.

Les représentants de tous les pays participants ont affirmé leur volonté de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour fournir une assistance, technique ou autre, au Bangladesh. Les offres d'assistance ont porté sur l'octroi de prêts à des conditions de faveur, sur des crédits à l'exportation pour l'achat de machines et de matériel, sur les mesures propres à favoriser les coentreprises industrielles, sur la prise en charge d'études de faisabilité, sur l'établissement de profits de projets bancables, la fourniture de services de consultants et de techniciens, l'envoi.

d'experts et de moyens de formation. Les participants ont reconnu que les difficultés communes aux pays en développement, pour élargir leurs programmes de coopération étaient surtout dues à l'insuffisance de leurs ressources financières.

Les participants ont souligné l'importance de suivre systématiquement les diverses phases d'exécution des projets. Ils ont exprimé l'espoir qu'un organisme gouvernemental compétent du Bangladesh serait chargé de donner suite aux projets. Ils ont également demandé à l'ONUDI, à la CESAP et au PNUD de fournir au Bangladesh toute l'assistance requise pour assurer l'exécution des accords conclus lors de la Réunion. Les participants se sont déclarés convaincus que la Réunion se traduira par l'exécution de projets qui contribueront au développement industriel du Bangladesh. Ils ont reconnu que les modalités de coopération devraient rester souples afin de donner le maximum de résultats. Ils ont en outre décidé que toutes les mesures d'action appropriées seraient entreprises dans l'esprit des discussions qui ont eu lieu et des conclusions auxquelles la Réunion est parvenue.

Annexe

LISTE DES PARTICIPANTS

A. Participants

Algérie

Raouf Mustapha Boudjakdji, Ambassadeur d'Algérie en Inde

Abdel Madjid Saouli, Industries textiles d'importation, Ministère de l'Industrie

Bangladesh

Jamal Uddin Ahmad, Premier ministre adjoint, Ministère des industries

Abdul Mannan Sikder, Ministre d'Etat, Ministère des industries

S.M. Al-Hussainy, Membre (Industrie), Commission de planification

M. Matiul Islam, Secrétaire, Ministère des industries

A.M.A. Muhith, Secrétaire, Division des ressources extérieures, Ministère des finances

Salahuddin Ahmed, Secrétaire, Ministère du jute

Shamsul Haq, Secrétaire aux textiles

A.Z.M. Obaidullah Khan, Secrétaire, Ministère de l'agriculture et de la sylviculture

A.S.H.K. Sadique, Secrétaire, Ministère du pétrole et des ressources minérales.

M. Sultan, Représentant permanent du Bangladesh à Genève

A.H.M. Shahjahan, Secrétaire adjoint, Ministère des industries

A. Ahmed, Secrétaire adjoint, Ministère des industries

Rashid-Ul-Hasan, Directeur général, Département des industries

Mohammad Hossain, Secrétaire adjoint, Division des banques et des investissements,
Ministère des finances

Nazrul Islam, Président, Société de sidérurgie et de mécanique du Bangladesh

Delwar Hossain, Président, Société des industries sucrières et alimentaires du Bangladesh

A.K.M. Mosharraf Hossain, Président, Société des industries chimiques du Bangladesh

Hasan Ahmed, Président, Petro-Bangla

M. Wahidullah, Président, Société de prospection et de mise en valeur des ressources
minérales du Bangladesh

Farashuddin, Secrétaire adjoint, Division des ressources extérieures, Ministère des finances

Kazi Afzalur Rahman, Directeur, Ministère des affaires étrangères

M.B. Rahman, Président, Société pour le développement des pêcheries au Bangladesh.

Ahmed Abdur Rouf, Secrétaire adjoint, Ministère du jute

Farooq Sobhan, Directeur général, Ministère des affaires étrangères

Chine

Liu Shuqing, Ambassadeur de Chine au Bangladesh

Fan Tiangui, Conseiller économique, Ambassade de Chine au Bangladesh

Zhang Binging, Chef de division adjoint, Ministère des relations économiques avec les pays étrangers

Jia Wensheng, Attaché, Bureau du conseiller économique, Ambassade de Chine au Bangladesh

Bi Gang, Adjoint spécial au chef de la délégation, Ambassade de Chine au Bangladesh

Emirats arabes unis

Labib Al-Sadoon, Chef des affaires industrielles

Farid Al-Najjar, Chercheur principal en économie

Saeed Al-Zaabi, Troisième secrétaire, Ambassade des Emirats arabes unis au Bangladesh

Inde

Charanjit Chanana, Ministre d'Etat de l'industrie

M. Dubey, Haut commissaire de l'Inde au Bangladesh

K.K. Bhargava, Secrétaire adjoint, Ministère des affaires extérieures

M.C. Gupta, Secrétaire adjoint, Ministère de l'industrie

N. Dayal, Directeur, Ministère du commerce

Karti Sandilya, Premier secrétaire, Haute commission de l'Inde au Bangladesh

D.C. Vehra, Assistant spécial du Ministre de l'industrie

Indonésie

Suhartoyo, Directeur général des industries des métaux de base

Rozy Asnawi, Haut fonctionnaire, Ministère de l'industrie

Kismomihardjo Santoso, Haut fonctionnaire, Ministère de l'industrie

D.H. Suradji, Haut fonctionnaire, Département de l'industrie

Tirto Sutowe, Haut fonctionnaire, Ministère de l'industrie

Hasyim Nukman, Haut fonctionnaire, Département indonésien de l'industrie

Ibrahim Yusuf, Troisième secrétaire de l'Ambassade d'Indonésie au Bangladesh

Sujono, Haut fonctionnaire, Ministère de l'industrie

Irak

Sadik Mahdi Kubba, Expert technique, Organisme d'Etat pour les industries textiles

Kenya

M. Sheikj Aden, Ministre adjoint de l'industrie

Titus Paul Muthee, Administrateur chargé du développement industriel, Ministère de l'industrie

Malaisie

Dato Lew Sip Hon, Ministre adjoint du commerce et de l'industrie (Ministre d'Etat)

Marsidi Arshad, Sous-directeur, Centre national de productivité

Mukri Kamaruddin, Sous-directeur, Division des industries, Ministère du commerce et de l'industrie

Siti Maimun Haji Kamso, Sous-directeur, Recherche et planification, M.I.D.A.

Jasmi Yusof, Deuxième secrétaire, Haute commission de la Malaisie au Bangladesh

Pakistan

Ghulam Hassan Khan, Ministre fédéral des industries et de la production

M. Humayun Khan, Ambassadeur du Pakistan au Bangladesh

Aftab Ahmed, Secrétaire surnuméraire, Ministère des industries

Sirdar Hasan Mahmood, Ministre, Ambassade de Pakistan au Bangladesh

Aman-ur-Rahman, Secrétaire commercial, Ambassade du Pakistan au Bangladesh

Peru

Ivan Rivera Flores, Secrétaire d'Etat, Ministère de l'industrie

Philippines

Jose Leviste, Ministre adjoint de l'industrie

République de Corée

Sun Kil Kim, Vice-ministre du commerce et de l'industrie

Kie Yul Moon, Ambassadeur de la République de Corée au Bangladesh

Kwang Kwee Ahn, Directeur général, Bureau d'orientations des affaires, Ministère du commerce et de l'industrie

Choi Dae-Hwa, Division de l'organisation économique, Ministère des affaires étrangères

Chang Hoon, Conseiller, Ambassade de la République de Corée au Bangladesh

Roumanie

M. Traistaru, Ministre adjoint, Ministère du commerce avec l'étranger, Co-opération économique internationale.

N. Stanciulescu, Charge d'affaires, Ambassade de Roumanie

Marius Vidan, Deuxième secrétaire, Ambassade au Bangladesh

Sri Lanka

K.N. Denzil Fernando, Ministre adjoint des industries et des affaires scientifiques

Turquie

Sahap Kocatopcu, Ministre de l'industrie et de la technologie

Kemal Dirioz, Chef de section, Ministère des affaires étrangères

Sezer Turktan, Expert à l'organisme d'Etat de planification

Selen Orsan, Chef du département des affaires internationales, Ministère de l'industrie et de la technologie

Yougoslavie

Zivko Josilo, Ambassadeur de Yougoslavie au Bangladesh

Bogic Seedanovic, Conseiller principal du secrétariat fédéral de l'énergie et de l'industrie yougoslaves

Miklavz Borstnik, Deuxième secrétaire, Ambassade de Yougoslavie au Bangladesh

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Princy H. Siriwardene, Secrétaire exécutif adjoint

Vijai Kumar Kapoor, Conseiller régional, Division de l'industrie

Représentants des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Jehan Raheem, Représentant résident par intérim, Dacca, Bangladesh

Bryan Locke, Administrateur de programmes (hors classe), New York

B. Observateurs

Fonds saoudien pour le développement

Yussuf M. Biyari, Représentant du Fonds saoudien pour le développement

Hammad Nassir Al-Mutib, Représentant du Fonds saoudien pour le développement

